

6 juin 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Helmut Kohl, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne dans "Libération" et la "Suddeutsche Zeitung" le 6 juin 1994, sur la commémoration du débarquement allié, la réconciliation franco-allemande et sur l'identité européenne de défense.

QUESTION.- Le monde commémore l'anniversaire de l'un des événements militaires majeurs du siècle, qui a précédé d'un an la chute du nazisme. Quels sentiments vous inspirent les cérémonies qui se dérouleront aujourd'hui sur les plages normandes ?

- LE PRESIDENT.- Les cérémonies du débarquement revêtent cette année un caractère particulièrement solennel car nous en célébrons le jubilé. Il y a exactement un demi-siècle une armada immense qui portait les couleurs de la liberté et de la démocratie a rendu espoir et dignité au peuple de France. Les sentiments que l'on peut avoir en un tel jour sont des sentiments de reconnaissance envers les nations qui ont participé à cet extraordinaire sursaut contre le nazisme, des sentiments d'admiration envers les responsables qui ont organisé et mené à bien des opérations d'une telle envergure, des sentiments enfin de gratitude profonde envers les hommes courageux qui, souvent au sacrifice de leur vie, prirent pied ce jour-là sur le sol normand.

- Il est naturel que ceux qui ont été les acteurs ou les témoins de ces événements, ou ce qu'il en reste après cinquante ans, souhaitent se retrouver sur les lieux où ils ont vécu cet épisode, qu'ils souhaitent s'y recueillir. Ce sont des sentiments que chacun peut comprendre. Les cérémonies du 6 juin n'ont d'autre objet que de répondre à cette attente légitime.

- Regrettez-vous d'en être absent ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Certainement pas. Bien que l'on ait naturellement prétendu le contraire, à aucun moment je n'ai sollicité une invitation car je suis d'avis qu'une participation allemande en cette occasion n'aurait pas été opportune. Dans cette affaire, il n'y a jamais eu la moindre divergence de vues entre le Président Mitterrand et moi.

- QUESTION.- Regrettez-vous l'absence du Chancelier Kohl ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a jamais eu sur ce point de problème ou de malentendu entre le Chancelier Kohl et moi-même. Le 6 juin est une commémoration et l'histoire ne se réécrit pas.

- Le Chancelier Kohl et moi-même avons donc jugé que l'anniversaire du débarquement n'est pas l'occasion la plus convenable pour célébrer et consolider l'amitié franco-allemande.

- Mais nous savons bien en France que la défaite du nazisme a permis l'édification d'une Allemagne démocratique avec laquelle nous avons tissé des liens plus étroits qu'avec aucune autre nation. C'est dans cet esprit que l'Allemagne fédérale sera associée aux cérémonies du 8 mai 1995. Et, sans attendre cette date, nous aurons prochainement l'occasion d'illustrer les relations exceptionnelles existant entre nos deux pays à Heidelberg où je me rendrai le 8 juin à l'invitation du Chancelier Kohl pour participer à une grande fête franco-allemande de la jeunesse. Et le 14 juillet, comme je l'ai souhaité, le Corps européen défilera sur les Champs Élysées. \

QUESTION.- Trois guerres ont marqué, depuis la fin du XIXe siècle, les relations franco-allemandes. Ces tragédies appartiennent aujourd'hui au passé. Quelles assurances pouvez-vous donner à vos deux peuples qu'elles ne peuvent se reproduire ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Pour nous, Allemands, qui sommes l'Etat qui a le plus grand nombre de frontières et de voisins en Europe, la poursuite persévérante de la politique d'unité européenne est précisément une question, pour ne pas dire la question fondamentale qui engage notre destin.

- La paix et la liberté ne vont pas de soi. Chaque jour il faut à nouveau les assurer. Pour moi, il est hors de doute que l'unité européenne est précisément l'assurance la plus efficace contre le retour d'une flambée de nationalisme et de chauvinisme et contre les rivalités de puissances, y compris dans cette partie occidentale du continent qui est la nôtre. La réussite de l'entreprise d'unité européenne est finalement une question de guerre et de paix pour le XXIe siècle.

- LE PRESIDENT.- Il n'existe pas en politique "d'assurance tous risques". Tout est d'abord affaire de volonté, celle des dirigeants et celle des peuples.

- Mais il est évident que, plus encore aujourd'hui qu'hier, la construction européenne constitue la meilleure garantie possible contre le retour de tels affrontements. C'est pourquoi tous ceux qui, ici et là, par nationalisme, par frilosité ou par égoïsme, prêchent en faveur du repli sur soi font preuve d'une bien courte vue et d'une grande imprudence. La désunion n'a jamais fait la force ni conforté la paix.\

QUESTION.- Le débarquement en Normandie eut lieu il y a cinquante ans. Durant combien de temps encore conviendra-t-il de commémorer les déchirements de notre histoire commune ? Ces références au passé peuvent-elles réellement consolider nos relations ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Je comprends très bien que les Alliés veuillent commémorer ces événements de grande importance pour l'Europe tout entière et se souvenir de leurs morts. Nous aussi, les Allemands, nous devons garder le souvenir de cette partie de notre Histoire afin d'en tirer les justes leçons.

- Avec le Président Mitterrand, le 8 juin 1994, je vais rencontrer à Heidelberg des jeunes venus d'Allemagne et de France et souligner l'engagement commun de nos deux peuples en faveur de l'Europe. Reprenant une idée de Joseph Rovon, nous inviterons la jeunesse de France et d'Allemagne à exposer ensemble leur vision de l'Europe du XXIe siècle. J'estime en effet important de tenir compte de leurs suggestions et de leurs propositions dans nos travaux futurs sur la poursuite de l'intégration européenne, en particulier durant les prochaines présidences allemande et française. Nous devons obtenir que la jeunesse participe activement à nos réflexions car, lorsqu'il est question de construire l'Europe, c'est très précisément son propre avenir de paix et de liberté qui est en cause.

- LE PRESIDENT.- L'histoire de deux grandes nations, lorsqu'elles sont voisines, a rarement été une succession d'idylles. Il y a de bons souvenirs et de mauvais souvenirs : il serait un peu simpliste d'oublier ceux-ci et de ne retenir que ceux-là.

- La trace souterraine de l'Histoire est opiniâtre et, qu'il s'agisse des peuples ou des individus, l'amnésie volontaire n'est jamais une bonne solution. C'est au contraire le passé assumé qui peut nourrir durablement la volonté politique dont je parlais à l'instant. Et il faut sans doute ne voir qu'un paradoxe apparent dans le fait que le rapprochement le plus spectaculaire, celui qui s'est trouvé au coeur de la construction européenne, a été précisément celui de l'Allemagne et de la France, les deux pays qui s'étaient le plus combattus au cours du dernier siècle.

- Ici comme ailleurs, le temps accomplit son oeuvre, et il viendra un moment où l'on n'éprouvera plus le besoin de commémorer des événements, même mémorables.\

QUESTION.- Le 6 juin 1944 illustre l'engagement massif des Etats-Unis dans la guerre contre le nazisme et marque le début d'une présence militaire en Europe, et singulièrement en Allemagne, qui n'a pas cessé aujourd'hui. Quel doit être désormais le rôle militaire américain en Europe ?

- LE CHANCELIER KOHL.- L'alliance avec les démocraties d'Amérique du nord et la présence des Américains en Europe reste et restera dans l'avenir, pour nous autres Européens, l'expression la plus visible de la communauté de valeurs transatlantique et un fondement irremplaçable du maintien en Europe de la paix et de la sécurité. Je salue à ce propos le fait que le Président

maintien en Europe de la paix et de la sécurité. Je salue à ce propos le fait que le Président Clinton ait renouvelé son engagement de maintenir la présence des forces militaires américaines en Europe à hauteur de 100000 hommes.

- Une alliance efficace constituée, avec l'Union européenne, la condition préalable essentielle pour rapprocher les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale des organisations occidentales et assurer à l'Europe tout entière une paix générale et durable.

- LE PRESIDENT.- La vigueur de l'alliance entre les Etats-Unis et leurs partenaires européens reste un élément essentiel de notre sécurité et l'engagement militaire des Etats-Unis en Europe est l'expression même du lien transatlantique. C'est pourquoi, lors des débats qui ont eu lieu au cours de ces dernières années sur l'évolution de l'OTAN, j'ai toujours plaidé pour que rien ne fût entrepris qui pourrait détourner l'Alliance atlantique de sa mission fondamentale qui est de garantir la sécurité de ses membres.

- Naturellement, cela ne doit pas décourager les Européens d'élaborer ensemble une défense européenne commune. Et il me semble que nous avons fait sur ce point des progrès. La création du Corps européen est à cet égard un pas significatif. La volonté de développer le rôle de l'UEO va dans le même sens. Et j'ai senti, lors du dernier sommet de l'Alliance atlantique, en janvier dernier, que nos amis américains et canadiens comprenaient désormais que, loin d'affaiblir l'Alliance, cette volonté des Européens de prendre leurs responsabilités en matière de sécurité et de défense, était au contraire la meilleure garantie pour eux de pouvoir compter à long terme sur des alliés réellement déterminés, comme le proclame le préambule du traité de l'Atlantique Nord, "à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation".\

QUESTION.- La France et l'Allemagne, sous votre impulsion commune, ont décidé la création d'un Corps d'armée européen. L'Eurocorps constitue-t-il, à vos yeux l'embryon d'une armée européenne ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Avec l'établissement du Corps européen, nous avons eu, le Président Mitterrand et moi, l'intention commune dès le début de placer l'étroite coopération franco-allemande dans une perspective européenne. Depuis la Belgique a répondu positivement à notre invitation, adressée aux Etats membres de l'UEO, de participer au Corps européen. Des négociations pour l'entrée de l'Espagne sont en cours.

- Le Corps européen, dont la mise en place sera terminée en 1994, est donc déjà aujourd'hui le modèle réussi d'une structure militaire européenne, grâce à laquelle seront également renforcés et le piler européen de l'Alliance et l'UEO. Il pourrait donc être un exemple pour d'autres grandes unités européennes dans une Union européenne en voie d'intégration.

- Je me réjouis tout particulièrement du geste du Président Mitterrand qui a invité les soldats allemands, français et belges du Corps européen à défiler à Paris lors de la traditionnelle parade du 14 juillet à l'occasion de la fête nationale.

- LE PRESIDENT.- Ma réponse est évidemment oui. L'embryon se développera-t-il jusqu'à donner naissance à une armée européenne ? L'avenir le dira. Mais ce qui pour moi ne fait pas de doute, c'est que l'émergence progressive d'une véritable identité européenne de défense, dotée des moyens nécessaires et mise au service d'une politique commune, sera à terme la véritable pierre de touche de la réussite de l'Union européenne.\

QUESTION.- Le Président Mitterrand vient de proposer que le porte-avions Charles de Gaulle "assure à la France sa place dans une future marine européenne". Seriez-vous disposé à ce que ce navire participe à une escadre européenne intégrée sur le modèle de l'Eurocorps ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Le multinational et l'engagement dans un cadre international constituent pour les forces navales une tradition ancienne et qui a fait ses preuves. Depuis de nombreuses années, nous entretenons en ce domaine avec la France, ainsi qu'avec nos autres partenaires de l'Alliance, une coopération étroite. Je rappellerais seulement, dans ce contexte, les unités d'intervention navales permanentes de l'OTAN et les forces navales constituées sur une base ad hoc au sein de l'UEO, qui précisément ont, au cours de ces dernières années, fourni une contribution essentielle pour surmonter les crises.

- Nous avons donc convenu de développer des procédures pour pouvoir établir à tout moment, pour des missions communes, une unité navale franco-allemande. Une telle unité, établie sur une

base temporaire, pourrait, au delà du cadre proprement bilatéral, être mise à la disposition de l'OTAN ou de l'UEO. Cette disponibilité, des deux côtés, correspondrait au modèle du Corps européen et constituerait une nouvelle contribution au renforcement de la capacité opérationnelle de l'UEO et des engagements européens au sein de l'OTAN. En ce sens, je comprends les déclarations du Président Mitterrand comme un signal pour accentuer les efforts de l'Europe également dans le domaine militaire naval.

- QUESTION.- Le 7 mai dernier, vous avez proposé que le porte-avions Charles de Gaulle "assure à la France sa place dans une future marine européenne". Suggérez-vous la naissance d'une escadre européenne intégrée, sur le modèle de l'Eurocorps ?

- LE PRESIDENT.- Il me semble en effet que la question se posera. Elle a d'ailleurs commencé de se poser avec le conflit de l'ancienne Yougoslavie. A cette occasion, il est apparu aux Européens qu'il était plus simple et plus efficace de coordonner, dans le cadre de l'UEO, leur participation aux opérations navales de contrôle de l'embargo. C'est un premier pas. Il y en aura d'autres et, pour ma part, j'y suis très favorable. Ce que je vous ai dit de l'identité européenne de défense est valable également pour la marine. De même que nous avons constitué le Corps européen avec des éléments de l'Armée de terre de plusieurs pays, nous pouvons sans aucun doute envisager pour l'avenir la constitution d'unités navales multinationales permanentes qui seront, elles aussi, l'embryon d'une future marine européenne.\

QUESTION.- Les cérémonies d'aujourd'hui viennent rappeler que les Etats-Unis d'Amérique jouent sur le vieux continent un rôle primordial sur les plans politique, économique, culturel et social. Comment le jugez-vous, à la lumière de cet événement ? Est-il symbolique des relations actuelles entre l'Amérique et l'Europe ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Le lien transatlantique qui nous attache fermement aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, était dans le passé, au temps du conflit est-ouest, axé principalement sur les questions de politique de sécurité. Aujourd'hui, nous devons élargir ce lien à d'autres secteurs et en particulier intensifier la coopération dans les domaines de l'économie, de la culture et de la science. Il est important notamment de renforcer les échanges de jeunes et de consolider ainsi les liens d'amitié entre les jeunes des deux côtés de l'Atlantique.

- LE PRESIDENT.- Les Etats-Unis d'Amérique tiennent en Europe, sur tous les plans, une place importante. Ils la doivent à leurs qualités, leur dynamisme, leur créativité. Ils le doivent aussi à leur puissance économique et financière, à la taille de leur marché intérieur, à la dimension de leurs entreprises. Et là, nous subissons une rude concurrence qu'accentue l'effet de nos propres divisions. Cela malgré le fait que nous disposions en Europe d'un potentiel de créativité considérable, qu'il s'agisse de la technologie, de la science, de la culture, des arts, etc.

- J'y vois, pour ma part, une raison supplémentaire pour travailler à renforcer encore l'Union européenne. Le dialogue entre les Etats-Unis et l'Europe n'en sera que plus riche et plus fécond.\